



## Les militaires français accusés de violences sexuelles en République centrafricaine

Par [Francis Dubois](#)

Mondialisation.ca, 05 avril 2016

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Une nouvelle série d'accusations de violences sexuelles contre des mineurs ont été portées ces derniers jours contre des soldats de forces de l'ONU en République centrafricaine (RCA) et en particulier contre des soldats de l'opération française Sangaris. Cette intervention de l'armée française avait été avalisée en décembre 2013 par le Conseil de sécurité de l'ONU à la suite d'une résolution présentée sur initiative française.

La France a mobilisé jusqu'à 2500 soldats dans le cadre de cette opération et compte encore officiellement 900 hommes en Centrafrique. L'autre opération de l'ONU, Minusca, compte actuellement quelque 12.600 militaires et policiers.

Les dernières accusations ont été déclenchées par un rapport comportant les témoignages de victimes de violences sexuelles établi par l'ONG AIDS-Free World et transmis à l'ONU qui a déclaré vouloir lancer une enquête officielle sur ces dernières allégations.

Selon un responsable de l'ONU à New York les dernières accusations portées contre des soldats français concernaient des rapports sexuels imposés avec des animaux en échange d'argent. AIDS-Free World rapporte que trois jeunes filles ont affirmé à un officier des Nations unies qu'elles avaient été déshabillées et attachées dans un camp par un commandant de Sangaris puis forcées d'avoir des relations sexuelles avec un chien.

Ce ne sont là que les derniers en date des rapports d'abus et de violences sexuelles qui accompagnent depuis plus de deux ans l'intervention des troupes françaises et des opérations onusiennes de « maintien de la paix », qui ont atteint la dimension du scandale. Des articles de presse faisaient état l'an dernier déjà d'une « multiplication des affaires » et l'ONU avait relevé de ses fonctions son représentant spécial à Bangui, la capitale de la RCA.

Récemment, le secrétaire général de l'ONU Ban-Ki-moon avait qualifié de « cancer » les violences sexuelles commises par les troupes opérant en Centrafrique.

Six mois après le début de l'opération Sangaris, un travailleur humanitaire œuvrant pour le compte de l'ONU avait déjà fait fuiter aux autorités françaises un rapport des Nations-unies révélant qu'une dizaine de soldats français de Sangaris étaient accusés d'avoir abusé sexuellement d'enfants entre décembre 2013 et mai-juin 2014.

Le magazine Jeune Afrique cite le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Zeid Ra'ad Al Hussein, disant « prendre ces [denières] allégations, dont certaines sont particulièrement odieuses, extrêmement au sérieux. » et l'ambassadeur français auprès des

nations-unies François Delattre a dit : « Les cas d'abus et d'exploitation sexuels allégués sont particulièrement révoltants et odieux ».

Depuis le début de l'année les cas de violences sexuelles contre des mineurs continuent de se multiplier, selon les Nations-unies.

Depuis plusieurs mois, les manifestations d'hostilité aux troupes françaises de la part de la population locale augmentent. Les convois militaires français sont hués à leur passage par des foules hostiles criant des slogans faisant allusion à des vols et aux attaques sexuelles.

Selon les déclarations officielles, l'opération Sangaris avait pour but de « stopper le massacre intercommunautaire ». Hollande avait affirmé que la politique de son gouvernement était de désarmer les groupes en guerre et de restaurer la stabilité pour éviter un plus grand bain de sang. La mission de la France était « nécessaire si on veut éviter qu'il se produise ici un carnage. »

« La France vient défendre avec vous la dignité humaine », avait dit Hollande à Bangui quelques jours après le début de l'opération.

Ces scandales à répétition démentent de façon éclatante le prétexte du gouvernement PS que les régiments de parachutistes et la légion étrangère ont été envoyés en Centrafrique pour des raisons « humanitaires ». Les actes reprochés aux troupes françaises sont le reflet fidèle, dans la psychologie et le comportement individuel des officiers et des soldats, des rapports impérialistes entretenus par le capitalisme français avec les masses opprimées en Afrique.

L'intervention militaire française avait pour objectif, en accord avec le gouvernement Obama, de contrecarrer l'influence grandissante de la Chine en Centrafrique, pays riche en ressources minérales et énergétiques. Paris vise à contrôler ce pays stratégiquement situé au centre de l'Afrique et y détruire l'influence de la Chine. Celle-ci avait conclu, sous l'ex-président Bozizé, plusieurs accords-clés avec la Centrafrique dont des contrats pétroliers et une coopération militaire.

Bozizé avait lui-même accusé l'impérialisme français de chercher à le faire tomber parce qu'il avait passé des accords pétroliers avec la Chine, avant d'être renversé par les milices de la Seleka encouragées par la France.

Au moment où l'opération fut lancée, la société française Areva était en train de mettre au point l'un des plus importants investissements de la RCA, un projet de mine d'uranium dans le Sud du pays.

Les récentes élections, tenues dans le contexte de l'opération Sangaris et de l'opération ousienne Minusca, ont produit au mois de février un nouveau gouvernement cautionné par la France. Les ministres français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault et celui de la Défense Jean-Yves Le Drian étaient présents le 30 mars à l'investiture du nouveau président, l'ex-premier ministre de Bozizé, Faustin-Archange Touadéra.

Le Drian a annoncé le même jour le retrait au cours de 2016 des forces de Sangaris estimant que leur mission avait été accomplie. Une des premières déclarations de Touadéra a été de dire qu'il était inquiet du départ des troupes françaises. « Bien sûr, il y a les forces des Nations unies mais ces deux entités se complètent dans leurs actions. Vu que le territoire est grand et que les menaces sont encore là, nous avons quand même des soucis

» avait-il dit.

La révélation du comportement des troupes françaises vis-à-vis de la population africaine démasque les organisations de la pseudo gauche comme le NPA qui, après avoir salué l'attaque de la Libye par l'OTAN sur la base de prétentions « humanitaires » frauduleuses, a cherché à couvrir l'intervention militaire du PS dans la zone du Sahel, puis en Centrafrique, en prétendant qu'elle visaient à assurer la « sécurité ».

En septembre 2014, Jean Batou un membre de l'organisation suisse SolidaritéS affiliée au NPA niait expressément les objectifs prédateurs du gouvernement PS dans l'organe en anglais du NPA, International Viewpoint, essayant en même temps de recycler des « motifs humanitaires » discrédités en « défense de la sécurité » par Hollande et son PS.

Il écrivait alors que les « arrières-pensées d'ordre économique » d'un Sarkozy en Libye et en Côte d'Ivoire semblaient « moins évident[es] de la part de François Hollande au Mali, et très contestables en RCA ».

« Il paraît clair » écrivait-il « que l'envoi de troupes de choc visant à éviter le naufrage définitif d'« Etats faillis », comme la Centrafrique, obéit d'abord à la nécessité de maintenir la sécurité dans son 'pré carré'. »

Ce qui « paraît clair » au contraire c'est que les « troupes de choc » de l'impérialisme français sont devenues le refuge d'éléments fascistes et pro-nazis qui renouent avec les traditions de ceux utilisés en grand par l'impérialisme français dans ses guerres coloniales des années 1950 et 1960 et dont un Jean-Marie Le Pen est l'illustration.

En décembre 2013 était apparue publiée sur la page facebook de l'armée française la photo, retirée ensuite, d'un sergent français d'un régiment parachutiste de Castres en Centrafrique portant sur l'uniforme un écusson avec la devise SS « Meine Ehre heisst Treue » ( Mon honneur s'appelle fidélité).

En novembre 2013 la presse française publiait la photo d'un légionnaire de l'opération Serval au Mali portant un foulard à tête de mort, un autres symbole SS. En 2008, un régiment de génie parachutiste de Montauban était secoué par le scandale des photos divulguées par le Canard enchaîné de trois de ses soldats, néonazis, faisant le salut hitlérien enveloppés d'un drapeau à croix gammée.

La chaîne ininterrompue des révélations de violences sexuelles depuis le début de l'intervention impérialiste française en Centrafrique montre que les émules de ces traditions, encouragés par la politique réactionnaire du PS et de la pseudo gauche, et par la montée du FN en France, se sentent à présent légitimés à pratiquer toutes les formes d'oppression vis-à-vis de la population africaine.

Francis Dubois

Voir aussi:

[Des soldats français ont abusé sexuellement d'enfants en République centrafricaine](#) (7 mai 2015)

[L'armée française supervise un accord de partage du pouvoir en République centrafricaine](#) (2 février 2013)

## [La France accentue son intervention militaire en Centrafrique](#)

(7 décembre 2013)

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Francis Dubois](#), [wsws.org](#), 2016

---

Articles Par : [Francis Dubois](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)